



Des catastrophes qui ne doivent rien à la fatalité POUR EN FINIR AVEC CES HÉCATOMBES C'EST LE CAPITALISME QU'IL FAUT ABATTRE !

Le bulletin cheminot du NPA Le Mans - 1 mai 2015 - #13

La semaine dernière, plus de 800 migrants sont morts noyés en Méditerranée, suite au naufrage du chalutier dans lequel ils étaient enfermés. Ils fuyaient la Syrie, chassés par la guerre qui dure depuis 4 ans. Mais ils sont passés d'un enfer à un autre, poussés à l'exil, par les massacres, les guerres ou la misère qui sévissent au Moyen-Orient, en Afrique, en Afghanistan et dont les principaux responsables sont les gouvernements des états européens, des USA, de Russie. Et ce sont ces mêmes dirigeants de l'Union Européenne qui laissent crever les peuples à leurs frontières.

Le bal des hypocrites

Comme après chaque naufrage en Méditerranée ou chaque catastrophe engendrée par la barbarie du système capitaliste, les chefs d'Etat des pays les plus riches font mine de s'émouvoir, annoncent des mesures « pour que cela ne se reproduise pas », mais continuent à fermer leurs frontières, à piller les richesses de la planète et à préserver les intérêts de leurs multinationales ou de leurs banques au mépris des droits des peuples, d'abord ceux des pays les plus pauvres. Le gouvernement français de Valls-Hollande n'échappe pas à la règle : près de 4 millions de Syriens ont fui leur pays depuis 2011, la France n'en a accueilli que 3 000, alors qu'un petit pays comme le Liban en a accueilli 1 200 000 ! Les capitaux circulent librement mais les peuples sont enfermés. Il n'y a aucune fatalité à ces naufrages, ce sont les puissants de ce monde les responsables !

Ce n'est pas la fatalité qui est en cause, mais le système capitaliste !

Avec le tremblement de terre au Népal, on a aussi une nouvelle fois l'illustration que si une catastrophe est parfois « naturelle », avec le capitalisme, ses conséquences ne le sont pas. Quand un puissant séisme

se produit dans un des pays les plus pauvres de la planète, comme en Haïti en 2010, le nombre de victimes, les conséquences matérielles, le désastre sa-

nitaire sont décuplés. Le Népal fait partie des dix pays les plus pauvres de la planète et ce n'est pas l'industrie touristique de masse aux mains des grands tour-opérateurs occidentaux qui a permis à sa population de sortir de la misère. Cela faisait des années que les scientifiques annonçaient un tel séisme au Népal. Mais les immeubles en ciment construits à la va-vite pour faire face à l'urbanisation forcée à Katmandou et les habitations traditionnelles en bois, vétustes, des quartiers pauvres se sont effondrés comme des châteaux de cartes. Seules les habitations des nantis, construites aux normes antisismiques ont résisté. Les pays riches vont envoyer un peu d'aide humanitaire, mais ce sera une goutte d'eau dans un océan de désolation.

Ce système est pourri, changeons-le !

Vendredi 1er mai, c'est la journée internationale de lutte et manifestations des travailleurs. Rien à voir avec « la fête du travail » dont on nous rebat les oreilles. Cette journée a été créée par le mouvement ouvrier il y a plus de 120 ans pour essayer de rendre concrète l'idée que les exploités n'ont pas de patrie et qu'au-delà des frontières, ils ont les mêmes intérêts et qu'ils constituent une seule et même classe, celle qui pourra renverser ce système profondément barbare et injuste. Toutes ces catastrophes subies par « les damnés de la terre » doivent nous inciter à manifester nombreux-ses ce vendredi 1er mai pour exprimer notre solidarité mais aussi notre colère, notre dégoût de ce système et de ceux qui le défendent et qui en profitent. A cette occasion, Réaffirmons le droit de toutes et tous à circuler librement et s'installer là où ils le souhaitent. Réaffirmons que la vie humaine vaut plus que tous les profits des capitalistes ! Réaffirmons notre volonté d'un monde débarrassé des frontières, de l'exploitation et de la misère.



**Si nos idées t'intéressent,
n'hésite pas à nous contacter ou à diffuser ce bulletin
autour de toi: npa.sarthe@gmail.com**

Accident de Nangis : il faut supprimer les passages à niveau, pas les emplois !

Le 21 avril dernier, un train voyageurs heurtait un convoi routier bloqué à un passage à niveau près de la gare de Nangis (77). Ce choc à 132 km/h a fait des dizaines de blessés dont trois graves.

Lorsque le camionneur s'est rendu compte qu'il était bloqué au passage à niveau, il a tenté de joindre l'agent circulation... mais le poste de celui-ci a été supprimé depuis le 1er janvier 2015 ! Alors qu'ils font chaque année des dizaines de victimes, la direction préfère supprimer des emplois à tour de bras plutôt que d'embaucher d'urgence pour les travaux nécessaires à la suppression des PN !

Rien à attendre des discussions de salon !

Le patronat du ferroviaire, l'Unsa, la CFTD et CFTC sont tombés d'accord sur le champ d'application de la convention collective ferroviaire. Celle-ci devrait être finalisée d'ici juin 2016 et remplacer le décret portant sur nos conditions de travail (RH77), comme prévu par la réforme que nous avons combattue en juin.

Seront exclus de cette convention pas si collective : la réparation du matériel, la maintenance des voies hors exploitation, le nettoyage et la restauration ferroviaire, ainsi que les services en gare.

Le patronat et le gouvernement, à l'initiative de cette convention, ont restreint au maximum le nombre de travailleurs qu'elle concernera. Cela montre bien que leur seul objectif est de revenir sur les quelques protections obtenues par les luttes des cheminots.

Les trois organisations syndicales qui signent cet accord facilitent le travail de sape de la direction, et cela ne surprendra personne. Mais au-delà, c'est tout ce processus de négociations, auquel participent toutes les fédérations, qui est un piège.

La direction attend-elle la fin de ces discussions pour supprimer des emplois à tour de bras, restructurer les services et aggraver nos conditions de travail, tout cela au mépris de la sécurité ?

C'est dans nos chantiers, dans la grève et dans la rue que nous pouvons construire un rapport de force. Dès aujourd'hui en combattant pied à pied chaque mauvais coup, et en sortant de nos services et entreprises respectifs pour préparer le nécessaire mouvement d'ensemble.

Les salariés ne l'entendent pas de cette oreille, et ils utilisent leur meilleure arme : la grève !

La SNCF condamnée pour marchandage...

... de travailleurs, via des faux sous-traitants. C'est le cas d'Itiremia (ex EFFIA), filiale de la SNCF, qui effectue divers services en gare.

Le 23 mars, le TGI de Paris a donc condamné Itiremia et la SNCF à des amendes respectives de 40 000 euros

et 150 000 euros pour les années 2007, 2008 et 2009.

Le tribunal a constaté que des cadres et chefs de la SNCF dirigeaient directement ces activités, dont une partie est d'ailleurs effectuée par des agents SNCF. L'an dernier, la SNCF avait déjà été condamnée pour « travail clandestin ». La condamnation peut sembler lourde, mais elle n'est qu'une goutte d'eau dans le budget de la SNCF. C'est pourquoi celle-ci préfère se faire condamner de temps à autre et continuer à pratiquer ces méthodes... rentables. Elle se dit aussi qu'elle passera au travers la plupart du temps.

Avec un seul statut dans tous les métiers du rail, c'est-à-dire un même salaire, de mêmes conditions de travail pour tous, alignés vers le haut, ce genre de dumping social n'aurait plus cours.

C'est lui qui nous le dit

Pépy et Rapoport viennent d'annoncer un programme de lutte contre la corruption au sein du groupe SNCF. En entendant leurs discours, on trouvait déjà que nos patrons avaient des têtes de corrompus. Plus de doutes maintenant.

Surveillance généralisée : danger !

Prétextant l'urgence après les attentats de janvier, le gouvernement a soumis aux députés depuis lundi un projet de loi sur le « renseignement ». Sous couvert de « traque » contre le terrorisme, il s'agit en fait de donner à l'État les moyens de surveiller chacun-e de nous. Les services de renseignement disposeront de moyens sophistiqués (boîtes noires...) pour leur permettre de piéger les visiteurs de site et les internautes à partir de mots clés utilisés pour surfer sur le net. Sans passage obligé par l'autorisation d'un juge garant des libertés.

Sous prétexte de « prévention de violences collectives » pourront être surveillés les faits et gestes de militants politiques et syndicaux, de citoyens mobilisés par des causes humanitaires ou environnementales. Tous pistés, tous fichés : il faut faire barrage à ce projet.

RASSEMBLEMENT

**CONTRE LE PROJET DE LOI SUR LE RENSEIGNEMENT
LUNDI 4 MAI 17H45 PLACE DE LA PREFECTURE**

Manifestons le 1^{er} Mai !

Alors que le patronat continue à multiplier les plans de licenciement, les salaires restent à la traîne. Le gouvernement de Hollande, Valls et Macron multiplie les mesures toujours favorables au patronat. Et dans les services publics ce sont les mêmes politiques de blocage des salaires et de suppressions d'emplois que dans le privé.

Les manifestations du 1^{er} Mai, journée internationale de mobilisation des travailleurs, sont une occasion de faire entendre la colère du monde du travail.

**RASSEMBLEMENT AU MANS
10H PLACE DE LA PREFECTURE**